

RAPPORT DE PARTICIPATION AU 2EME
DIALOGUE POLITIQUE AVEC LES PAYS
DU SUD DE LA MEDITERRANEE SUR
L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

*Baghdad Benstaali, Directeur du programme Erasmus+,
Bureau National Erasmus+ Algérie*

Juillet 2014





Table des matières

Introduction	1
Session d'ouverture	2
Contexte : Amélioration de l'employabilité des jeunes - Un défi commun sur les deux rives de la Méditerranée.	2
Session thématique 1 : Identification de l'inadéquation des compétences	3
1. Panorama des compétences européennes, une tentative pour surveiller et anticiper les compétences au niveau national et européen, <i>Barbora Novotna</i> ...	3
2. L'employabilité dans les pays méditerranéens du Sud: vue d'ensemble et nouvelles approches Ms Madlen Serban	4
3. Le point de vue des employeurs – Confédération Générale des Employeurs du Maroc (CGEM) Mr Mohamed Slassi Sennou	6
Session thématique 2 : Renforcement des compétences pour le 21^{ème} siècle, le partage d'expériences	8
Coopération des institutions de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle avec les entreprises et les employeurs	8
Comment stimuler la coopération au niveau de l'institution?	8
4. Éducation pour l'emploi : L'expérience égyptienne Mr Yasser Elshayeb	8
5. Réseaux nationaux et internationaux visant à créer les ponts entre les académiques avec les entreprises. Enseignement de Tempus en Jordanie Ahmed Al-Salaymeh	8
Comment stimuler la coopération structurelle au niveau des systèmes ?	10
6. La politique de l'enseignement supérieur en Algérie : professionnalisation des enseignements Mustapha Haouchine	10
7. Stimuler la coopération université-entreprise pour l'innovation et la croissance	11
Comment développer les compétences entrepreneuriales dans l'enseignement supérieur ?	9
8. HEInnovate - Un outil d'auto-évaluation pour les établissements d'enseignement supérieur Mr Georgi Dimitrov	9
Session 3 : Opportunités futures	10
9. Clôture des discussions de la 1^{ère} journée Ms Eva Jimeno Sicilia	10
10. Informations sur Erasmus + - Opportunités pour les partenaires du Sud de la Méditerranée Ms Claire Morel	14
Programme	16





2^{ème} Dialogue politique avec les pays du Sud de la Méditerranée sur l'enseignement supérieur

A l'invitation de la Direction Générale de l'Education, l'Audiovisuel et la Culture (DGEAC) à Bruxelles, le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS) a participé à la réunion du 2^{ème} dialogue politique avec les pays du Sud de la Méditerranée sur l'Enseignement Supérieur (ES). La réunion a eu lieu le 23-24 Juin 2014 à l'Hôtel Crowne Plaza, Bruxelles.

Représentants Algériens

La Délégation du MESRS était composée des représentants suivants :

1. Mohamed Salah Seddiki, Secrétaire Général du MESRS
2. Mustapha Haouchine, Directeur Général de l'enseignement et la formation supérieurs,
3. Fouad Bruxelles FERHAT, Secrétaire diplomatique à l'Ambassade d'Algérie
4. Baghdad Benstaali, Coordonnateur du bureau national Erasmus+



Introduction

La Direction Générale de l'Education, l'Audiovisuel et la Culture (DGEAC) a lancé un dialogue politique en Juin 2012 à Bruxelles avec une centaine de participants de neuf pays du Sud de la Méditerranée. Les objectifs étaient de se procurer une plateforme régionale de dialogue politique sur l'enseignement supérieur, de partager l'expérience et les bonnes pratiques entre les participants en utilisant la riche expérience rassemblée à travers les programmes Tempus et Erasmus Mundus, de faire le bilan de l'aide de l'UE et d'identifier les besoins futurs de soutien et d'encourager la coopération régionale.

A la suite de la 1^{ère} réunion de Juin 2012, il a été décidé de renforcer la promotion du programme Erasmus+ entre les institutions de l'enseignement supérieur, et de faire des événements thématiques pour supporter l'apprentissage par les pairs sur un ou plusieurs sujets brûlants identifiés durant les discussions tels que l'employabilité, la qualité dans l'éducation, les relations entre les institutions de l'enseignement supérieur et les entreprises.

Cette deuxième rencontre s'inscrit dans la continuité du dialogue et concrétise les recommandations faites lors du premier dialogue et reprend the sujets proposés pour les débattre durant les deux journées. L'ouverture du dialogue a été consacré au défi commun sur les deux rives de la Méditerranée lors des plénières en faisant appel à l'amélioration de l'employabilité des jeunes. Les deux sessions thématiques (Identification de l'inadéquation des compétences et Renforcement des compétences pour le 21^{ème} siècle, le partage d'expériences) ont été développées et débattues lors de la 1^{ère} journée. Le débat se focalise sur le développement de la coopération des institutions de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle avec les entreprises et les employeurs. Les réponses aux questions : « Comment stimuler la coopération au niveau de l'institution? » et « Comment stimuler la coopération structurelle au niveau des systèmes ? » ont été développées dans des



communications se rapportant aux sujets. Le développement des compétences entrepreneuriales dans l'enseignement supérieur est aussi un autre sujet qui a été traité en fin de journée comme une solution aux problèmes de l'employabilité. La 2^{ème} journée fut consacrée à l'information sur le nouveau programme Erasmus + et les opportunités offertes pour les partenaires du Sud de la Méditerranée. Ce nouveau programme de 2014 à 2020 est proposé pour soutenir les activités proposées lors du dialogue.

Session d'ouverture

Contexte : Amélioration de l'employabilité des jeunes - Un défi commun sur les deux rives de la Méditerranée.

Ce thème a été présenté et développé par les représentants de la DGEAC, des pays participants Européens et des pays partenaires du voisinage Sud de la Méditerranée.

Le 1^{er} conférencier soulève l'inadéquation des compétences développées dans les établissements d'enseignement supérieur (EES) au marché du travail. Il insiste sur l'introduction des e-compétences (e-skills), les technologies de l'information et de la communication (ICT), l'économie verte avec le soutien au développement des curricula selon l'approche par compétences, le développement des alliances de la connaissance avec les partenaires industriels, et le renforcement de la mobilité dans les programmes européens notamment Erasmus+ pour améliorer l'employabilité des diplômés. 200 M euros sont destinés pour encourager la mobilité dans les pays du Sud de la Méditerranée.

Le 2^{ème} conférencier Mr Andreas Papastavrou, Ministre plénipotentiaire de la Grèce auprès de l'Union Européenne appelle à une éducation pour tous en rappelant que le chômage a atteint 6 millions de jeunes. L'enseignement supérieur doit être la locomotive pour l'économie avec une implication plus importante des parties prenantes (enseignants, secteur économique, étudiants, etc.) dans l'enseignement supérieur. Des mécanismes devraient être développés pour améliorer l'autonomie institutionnelle et financière, la réédition des comptes, et l'enseignement par les pairs.

Le 3^{ème} conférencier Ahmad Abu El-Haija Directeur du Burea National Erasmus+ en Jordanie réitère le problème de chômage chez les diplômés du Sud de la Méditerranée avec une faible contribution des parties prenantes à l'enseignement supérieur. Il appelle à de nouvelles politiques et réformes dans l'enseignement supérieur en insistant sur la gouvernance des EES, l'amélioration des curricula, l'assurance de la qualité et l'adaptation des compétences au marché de l'emploi.

La rencontre est organisée de telle sorte qu'elle met en relief les problèmes de jeunesse identifiés, les défis que rencontrent les pays partenaires pour les relever et les opportunités offertes à l'avenir pour les résoudre.

Trois sessions dont deux thématiques sont planifiées :

1. Identification de l'inadéquation des compétences au marché du travail
2. Renforcement des compétences pour le 21^{ème} siècle, le partage d'expériences
3. Opportunités futures: programme Erasmus+



Session thématique 1 : Identification de l'inadéquation des compétences

1. Panorama des compétences européennes, une tentative pour surveiller et anticiper les compétences au niveau national et européen, Mme Barbora Novotna

La communication est axée sur les instruments tels que le « panorama des compétences européennes » comme une tentative pour surveiller et anticiper les compétences aux niveaux national et européen. Ces instruments regroupent toutes les informations sur les compétences, leur classification au niveau européen, leur gouvernance et les politiques mises en place pour les renforcer.

• Information sur les compétences

- *Panorama européen des compétences*: C'est un point d'accès central pour les informations sur les besoins en compétences et les inadéquations de diverses sources nationales et européennes. Il est développé par le centre européen pour le développement de la formation professionnelle (CEDEFOP) comme un référentiel de conseils de données liés aux compétences. Les groupes cibles sont : à court terme, les utilisateurs professionnels: décideurs, chercheurs et adaptés aux besoins des services intermédiaires et les conseillers d'orientation à moyen et à long terme.
- *Classification européenne de Compétences, Qualifications et Professions (ESCO)* est la classification multilingue de compétences européennes. Il identifie et classe les qualifications, les compétences, les qualifications et les professions concernées pour le marché du travail de l'UE et de l'éducation et de la formation, dans 25 langues européennes. Le système fournit des profils professionnels montrant les relations entre les professions, compétences, compétences et qualifications. ESCO a été développé dans un format informatique ouvert, est disponible pour une utilisation gratuite par tout le monde et peut être accessible par un portail en ligne.

• Gouvernance des compétences

- *Conseils sectoriels européens des compétences* : ils veillent aux tendances de l'emploi par sous-secteur, par occupation et par région. Ils veilleront au manque de et inadéquation des compétences. Ils font des prévisions et changements des compétences.
- *Parties Prenantes* : Prestataire d'enseignement de formation professionnelle, autorités chargées des qualifications, organismes professionnels et de recherche. Pour des résultats communs : prévisions, standards de qualité pour les formations, profile de compétences pour l'orientation professionnelle, programmes communs de formation, campagne pour l'attractivité du secteur.

• Politiques des compétences

- *Renforcement des capacités* est nécessaire pour les gestionnaires et le personnel de l'information et la gouvernance des compétences ainsi que les liens entre les services publics de l'emploi.
- *Soutien aux politiques nationales des compétences* est aussi demandé.

Sites web: <https://ec.europa.eu/esco/home> , <https://euskillsparorama.ec.europa.eu>



2. L'employabilité dans les pays méditerranéens du Sud: vue d'ensemble et nouvelles approches Ms Madlen Serban

La 2^{ème} communication présente les résultats d'une étude réalisée par la Fondation européenne pour la formation (ETF) une agence communautaire dans le cadre des politiques de relations extérieures de l'UE. Sa vision est faire de l'éducation et de la formation professionnelle dans les pays partenaires un moteur pour l'apprentissage et le développement durable, avec un accent particulier sur la compétitivité et la cohésion sociale. Sa mission est de faciliter la transition et les pays en développement à exploiter le potentiel de leur capital humain à travers la réforme des systèmes d'éducation, de formation et marché du travail dans le cadre de la politique de relations extérieures de l'UE. Son rôle est de soutenir les politiques d'aide extérieure de l'UE via l'entrée aux cycles de programmation sectorielle de la Commission et des projets, soutien au renforcement des capacités des pays partenaires dans le développement du capital humain, fournir les analyses des politiques à travers l'analyse fondée sur des preuves; et la diffusion et l'échange d'informations et d'expérience dans la communauté internationale. Les principaux partenaires peuvent être les ministères de l'éducation et du travail, les organisations professionnelles nationales, les fournisseurs de services nationaux spécialisés dans l'enseignement professionnel, l'éducation et la formation et le marché du travail, les partenaires sociaux et les organisations de la société civile, les organisations internationales et les donateurs bilatéraux. Les thèmes développés lors de l'étude se rapportent au: Développement du système de formation professionnelle et de la prestation; Besoins du marché du travail et de l'employabilité ; Entreprises et développement du capital humain: partenariats d'éducation et d'affaires.

• Aperçu de la situation

- *Performance sur le marché du travail* : Une faible création d'emplois qualifiés dans le secteur privé et une saturation des emplois dans le secteur public - environnement des affaires pas encourager la croissance des PME ; Faible taux d'activité économique parmi la population en âge de travailler croissante, principalement en raison de l'inactivité des femmes ; Faible taux d'emploi et taux de chômage élevé ; Extrême désavantage des jeunes et des femmes dans le marché du travail - taux de chômage élevé ; Services d'appariement d'emploi pauvres: les réseaux sociaux sont le principal outil pour trouver de bons emplois, moins de recrutement sur la concurrence fondée sur le mérite
- *Préparation pour le marché du travail: l'éducation et la formation* : Amélioration de l'accès à l'éducation - l'éducation primaire universelle et l'augmentation des années de scolarité (6 ans pour les adultes) ; Augmentation de l'effectif au secondaire, mais un % considérable des élèves quitte l'école après le collège obligatoire - EFP assez petit pour ne pas jouer son rôle économique et social potentiel! (seulement 10% en moyenne) ; aspirations fortes de l'enseignement supérieur avec les perspectives d'emploi limitées ; Des problèmes avec la qualité de l'éducation et de la formation (par exemple, PISA, TIMMS, évaluations nationales) ; compétences et inadéquation entre les résultats de l'enseignement et de la demande du marché du travail manquant ; persistance de l'analphabétisme des adultes (Maroc, Egypte), et un grand nombre de jeunes quittant prématurément l'école à partir de 15 ans ; progrès impressionnants en réunissant des gens à l'école ; Travail sur la qualité devrait suivre
- *Zoom sur la formation professionnelle* : Les systèmes d'EFP très centralisés dans tous les pays et surtout gouvernement conduit ; Les partenaires sociaux sont engagés, mais



le partenariat n'est pas encore efficace dans le cycle complet de la politique. La société civile n'est pas encore partie du dialogue politique ; la formation professionnelle continue (FPC) est un domaine négligé dans la plupart des pays ; La dimension territoriale devient importante (dans certains pays) ; la responsabilité de l'innovation très peu (le cas échéant) au niveau local ; L'assurance qualité est désormais à l'agenda de la politique de formation professionnelle, mais se concentre principalement sur l'audit et l'inspection plutôt que sur les résultats et la gestion et amélioration de la qualité ; systèmes d'information du marché du travail sous-développé dans la plupart des pays ce qui limite l'information disponible pour orienter et évaluer les progrès.

- **Nouvelles approches pour améliorer l'employabilité**

- *Façonner des politiques de jeunesse*

Jeunesse ... Un groupe hétérogène : Les jeunes chômeurs à la transition difficile de l'école et du monde du travail: le chômage tend à augmenter avec le niveau d'éducation, diplômé chômeur comme un groupe particulier ; Les jeunes peu qualifiés / non qualifiés qui ne peuvent pas se permettre d'être au chômage, mais prennent des emplois précaires dans le secteur informel ; Les jeunes non scolarisés, en formation ou emploi : plus inactifs sont plus vulnérables à l'exclusion sociale, en moyenne 30% de la population des jeunes est concerné ; « Répondre aux différents besoins des divers groupes de jeunes d'une manière équilibrée est crucial pour la «cohésion sociale»

- *Expériences des pays partenaires*

- *Vue d'ensemble* : Accès à l'enseignement et à la formation supérieur - massification de l'enseignement secondaire et supérieur (plus ne signifie pas toujours meilleur) ; Amélioration de la qualité et de la pertinence de l'EFP comme parcours scolaire valide vers l'emploi ; Développement de l'orientation professionnelle et des services de consultation - une attention particulière nécessaire à des choix éducatifs non sexistes ; Soutien à l'apprentissage entrepreneurial et aux compétences pour la création et la croissance des entreprises ; Les programmes actifs du marché du travail mis en place, en particulier pour les diplômés universitaires ; Apprentissage de l'entrepreneuriat et des compétences pour les entreprises.

- *Qualifications* : Les pays investissent dans l'élaboration de cadres de qualification comme un outil pour : Améliorer la qualité et la pertinence de l'éducation aux besoins du marché du travail par le renforcement des liens entre l'éducation et le marché du travail au niveau sectoriel et la mise en partenariats public-privé (MOR, JOR, LEB, PAL, IL) ; Fournir une vision globale du système de l'éducation, y compris tous les contextes d'apprentissage, de construire une continuité dans les voies d'apprentissage afin d'avoir une offre d'éducation plus inclusive (processus de Turin 2012 - tous les pays sauf Algérie) ; Améliorer la reconnaissance de l'apprentissage à vie dans les différentes modalités et la reconnaissance de l'apprentissage informel et non formel (MOR, PAL) ; Assurer une meilleure portabilité et la transparence des qualifications et des compétences des travailleurs et des étudiants internationaux (compte tenu de la mobilité de haut niveau Nord-Sud un Sud-Sud - éventuellement en utilisant EQF) (MOR, TUN, JOR, EGY).



3. Le point de vue des employeurs – Confédération Générale des Employeurs du Maroc (CGEM) Mr Mohamed Slassi Sennou

La CGEM est une organisation professionnelle des employeurs du Maroc, acteur de la vie sociale et économique depuis 65 ans. Elle fédère 31 secteurs d'activités et 11 régions. C'est une force de proposition et d'action. La Commission Formation est associée à la définition de l'action politique et représente le Collège des Employeurs au sein des instances de gouvernance de l'E&FP. Elle est membre de la Commission Nationale du Cadre Marocain des Certifications constitué des 3 composantes d'E&FP et de la CGEM et présidé par le Chef du Gouvernement. Elle participe activement à la reformulation du système de certifications, certifications de qualité reconnues par les utilisateurs (apprenants, entreprises, institutions). L'agilité du système de l'E&FP face à la dynamique des mutations sociales et économiques.

- **Un environnement en mutation, voire en profonde rupture**

Durant la dernière décennie, on constate que le marché de libre échange a atteint 1,2 milliard de consommateurs, une pénétration massive des technologies dans les chaînes de production, une maturité de l'économie numérique, une émergence et accélération remarquable de l'économie verte. Une crise financière et redéfinition des modèles de développement avec une édification des barrières non tarifaires (normes) en résultent.

Le défi actuel est de comprendre la dynamique des mutations du marché de l'emploi pour accroître les capacités d'absorption du flux démographique et améliorer l'efficacité du système d'éducation. Le flux annuel de jeunes sur le marché de l'emploi avoisine les 300 000 nouveaux entrants VS les 150 000 emplois créés en moyenne annuelle. L'emploi est au carrefour de l'employabilité et de la compétitivité. Deux équations : L'incapacité d'absorption du marché de l'emploi face à la compétitivité des entreprises et l'inadéquation de l'Employ-Formation face à l'employabilité des individus.

- **Enjeux en termes de gain en valeur et en coûts. Pourquoi? Comment?**

1. Anticipation de la Demande → Mécanisme de prospective, métiers, compétences
2. Alignement Offre/Demande → Cadre National des Certifications
3. Implication de l'Entreprise dans l'Acte de Formation → Formation en milieu de travail → Gestion Opérationnelle des Entreprises. Il s'agit de promouvoir la formation par l'apprentissage à tous les niveaux de qualifications tout en impliquant des entreprises dans la gestion des établissements de formation professionnelle
4. Curricula et Mécanismes d'orientation en lien avec l'Emploi

Conclusion

Le projet est construit autour de 4 chantiers :

- *Anticipation de la demande* → Mécanismes de prospective métiers et compétences, à l'échelle sectorielle et territoriale. Résultats: Répertoire National des Métiers et des Compétences au service de la conception-positionnement-production des certifications, des politiques actives d'emploi et de l'orientation Professionnelle, Amélioration de la compétitivité des entreprises et de l'employabilité des individus.
- *Alignement Offre –Demande* → Cadre National des Certifications. Résultats : Régulation et amélioration de la qualité des diplômes (certifications), Formation tout au long de la vie, mobilité géographique et sectorielle, employabilité et fluidification du parcours de l'apprenant, iii. Adéquation Formation-Emploi



- *Implication des entreprises dans l'acte de formation* → Formation en milieu de travail. Résultats : Amélioration de l'insertion des lauréats et compétitivité des entreprises. Objectif : 50% des apprenants en formation en mode duale à l'horizon 2020.
- *Dispositif d'orientation à tous les niveaux de qualification* s'appuyant sur les données prospectives métiers & compétences. Résultats: Amélioration de l'efficacité interne et externe du dispositif d'éducation et de Formation professionnelle et aide à la construction du parcours académique et/ou professionnel des individus.



Session thématique 2 : Renforcement des compétences pour le 21^{ème} siècle, le partage d'expériences

Coopération des institutions de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle avec les entreprises et les employeurs

Comment stimuler la coopération au niveau de l'institution?

4. Éducation pour l'emploi : L'expérience égyptienne Mr Yasser Elshayeb

Le réseau universitaire égyptien Il est composé de 188 EES avec 2 ,5 millions d'étudiants inscrits, 204 000 post-graduants, 47 000 de personnel de soutien et 35 000 enseignants.

- **Offre de formation sur mesure**

Suite à des partenariats entre les EES et les entreprises, des programmes adaptés sur mesure ont été conçus dont :

- Un diplôme spécialisé de deux ans pour les employés Fast Food au Collège Technique
- Licence de 4 ans pour les gestionnaires agricoles à la Faculté de l'Agriculture
- Licence de 4 ans pour les gestionnaires de restaurants à la Faculté de Tourisme

Les modes de livraison sont variables et adaptés : 2 jours par semaine en 1 Semestre ou 1 année complète

- **Avantages**

Une formule gagnante à 4 niveaux pour les parties prenantes concernées dont :

- Communauté / Société: une nouvelle génération autonome de production qui permet de réduire le chômage et les problèmes associés tout en promouvant la production et un meilleur service client
- Ministère de l'éducation: un module mis à jour et uniforme pour l'industrie / l'éducation
- Etudiants : ont acquis des compétences précieuses, des attitudes et des connaissances avec une certification et un revenu précoce et un emploi garanti avec Americana
- Partenaires industriels : bénéficient d'une main d'œuvre compétente, productive et qualifiée tout en formant un vivier de talents pour soutenir la croissance et réduire le taux de chiffre d'affaires.

5. Réseaux nationaux et internationaux visant à créer les ponts entre les académiques avec les entreprises. Enseignement de Tempus en Jordanie Ahmed Al-Salaymeh

Les objectifs des réseaux sont de réduire le gap existant entre les universités, les entreprises, les ministères et NGO à travers les réseaux des parties prenantes : gestionnaires de haut rang de l'Université dans les projets Tempus, du personnel de l'Université, des étudiants, etc.

Réseaux nationaux et internationaux:

- **TAQA:** est un réseau libre entre les différentes parties nationales et internationales qui s'intéressent à l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique, y compris 20 membres. Il aide à développer une meilleure compréhension des besoins du marché du travail en Jordanie pour les compétences des ressources humaines dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique basé sur une enquête auprès des principaux acteurs et les principales parties prenantes dans l'énergie renouvelable et l'énergie efficiente.



- *MAPEC* est un réseau libre entre les différentes parties prenantes nationales et internationales qui s'intéressent aux questions de changement climatique et de l'environnement. Il comprend 80 membres.

Avantage des réseaux TAQA & MAPEC:

Les réseaux aident à établir de nouveaux programmes ou la modernisation des programmes de existants en fonction des besoins du marché du travail, en élaborant un plan d'étude du marché qui trace le parcours de chaque programme et encouragent l'échange de bonnes pratiques entre les membres par le biais des procédures de portail et de jumelage afin de promouvoir le transfert de connaissances entre ses membres. La participation au réseau permet de fournir des lieux d'hébergement pour les stages des étudiants avec la contribution des professeurs qualifiés pour des questions spécifiques et des participants de premier plan dans les ateliers, la promotion des possibilités de placement pour les étudiants une fois qu'ils accomplissent sur le marché du travail et l'accès au marché du travail. Ils permettent aussi d'avoir les informations du marché pour améliorer la qualité de la formation et de perfectionnement des personnes formées aux exigences des entreprises.

Leçons tirées: Idées et recommandations:

- Comblent le fossé entre le monde universitaire et le monde du travail en organisant des activités telles que des ateliers et séminaires et de discuter ensemble des besoins du marché du travail.
- Ouvrez un canal de transfert des connaissances et de l'expertise.
- Concevoir des programmes d'études pour être adapté aux besoins du marché.
- Parrainage pour certains élèves
- Proposition d'emploi ont été augmentées pour les étudiants



Comment stimuler la coopération structurelle au niveau des systèmes ?

6. La politique de l'enseignement supérieur en Algérie : professionnalisation des enseignements Mustapha Haouchine

L'enseignement supérieur algérien est caractérisé par une massification de l'enseignement supérieur, une augmentation substantielle des effectifs d'étudiants: 350 000 étudiants (1999 – 2000) à 1 300 000 étudiants (2013-2014). Son défi majeur est de concilier la massification et la qualité des enseignements. Il a procédé au développement du réseau universitaire, accélérer la formation des formateurs, moderniser l'université, dynamiser la recherche scientifique et ouvrir l'université



sur son environnement national et international.

Le réseau universitaire est composé de 97 établissements d'enseignement supérieur: universités, centres universitaires, écoles et instituts, couvrant l'ensemble du pays. Les EES sont financés par l'état. Un programme ambitieux de formation des formateurs est mis en place pour atteindre un taux d'encadrement d'un enseignant pour 20 étudiants.

La réforme des enseignements et l'introduction du système LMD sont introduites dans le but de transmettre aux citoyens une formation supérieure de qualité avec des compétences et qualifications nécessaires à une bonne intégration dans le marché du travail et la satisfaction des besoins du secteur socioéconomique. Elle s'appuie sur des ressources humaines de qualité dans des domaines de recherche appliquée. La responsabilisation des établissements d'enseignement supérieur et la démarche qualité visant l'excellence: enseignement et recherche font aussi partie de la réforme.

Le développement des pôles d'excellence est une autre stratégie appliquée pour l'émergence d'un système de formation de haut niveau: avec des filières universitaires d'excellence, un système de classes préparatoires-grandes écoles, tout en consolidant les écoles existantes et la création de nouvelles.

• Professionnalisation des enseignements

La démarche a pour objectif de préparer l'université à introduire la dimension professionnelle dans ses programmes d'enseignement en diversifiant de l'offre de formation professionnelle en partenariat avec l'entreprise. Les trois objectifs essentiels visent le rapprochement université – entreprise, la valorisation des diplômés et l'employabilité des diplômés

L'approche est basée sur de nouvelles pratiques pédagogiques centrées sur le devenir des diplômés dans la vie active et le développement de nouveaux types d'enseignement: licences et masters orientés vers la satisfaction des besoins de l'entreprise. Une nouvelle forme de gouvernance permettrait de projeter l'université dans son environnement socioéconomique. La création d'espaces universitaires dédiés à l'innovation tels que les instituts de technologie, les plateformes technologiques, les pépinières d'entreprises, les laboratoires de recherche appliquée. Les instituts de technologie sont des instituts au sein de l'université totalement dédiés à la formation pour l'entreprise, se basant sur une ingénierie pédagogique, programmes et une organisation des stages en étroite collaboration avec les professionnels de l'entreprise. L'enseignement est réparti comme suit : enseignement magistral (21%), TD



(32%) et TP (48%) avec trois phases de stage en entreprise totalisant 33 semaines conduisant à l'insertion professionnelle des diplômés.

- **Partenariat international sur la professionnalisation**

La participation aux programmes communautaires (TEMPUS) favorise les relations universités-entreprises et le développement des compétences et l'employabilité des diplômés à travers différents projets dont « Service pour l'employabilité, la mobilité des étudiants du Maghreb-Machrek SEMSEM », (25 partenaires), «Entrepreneuriat et valorisation de la recherche » (15 universités), « Développer l'employabilité dans les filières d'ingénieur» (25 partenaires). L'impact du programme Tempus au niveau local des EES se retrouve au niveau des 3 piliers du programme : réforme des enseignements, réforme de la gouvernance et l'enseignement supérieur et la société.

- *Au niveau local (EES) :* Au niveau de la réforme des enseignements, la modernisation et la professionnalisation compte 5 programmes de Licence, la création de 11 Master académiques et professionnels, l'introduction de modules spécialisés au niveau Doctorat, la formation pour les étudiants, les diplômés et les doctorants ainsi que des stages de Formation pour les professionnels et les cadres des entreprises. Au niveau de la réforme de la gouvernance, on note la création de réseau national de bibliothèques et de service de documentation, l'élaboration d'un modèle de structure de communication au sein des universités algériennes, des stages de formation pour le personnel académique, administratif et technique, la formation d'Experts de la Réforme de l'Enseignement Supérieur (HERES) et l'acquisition de Matériel pédagogique et de logiciel informatique. Au niveau des relations Enseignement Supérieur et Société, des Bureaux de Liaison Université-Entreprise BLEU ou BLEE pour Ecole sont créés et fonctionnels, un centre National de l'Eau, une maison des doctorants, une cellule de valorisation de la recherche, des Cellules d'Accompagnement, de Sensibilisation, d'Appui et de Médiation (CASAM) et un Centre d'Excellence pour le Transfert de Technologie
- *Au niveau national :* On assiste à une collaboration accrue entre les EES nationaux, la mise en place de partenariats universités-entreprises, de plates-formes d'apprentissage à distance, d'une interface pour les bibliothèques universitaires dans la région centrale et élargie aux autres régions, d'une contribution à l'élaboration d'un standard d'assurance qualité pour l'enseignement supérieur.
- *Au niveau International :* La coopération internationale entre les EES algériens et européens a été intensifiée et consolidée par des créations de conventions, la formulation d'un système de crédits favorisant la mobilité des étudiants, la promotion du personnel et la diffusion, dissémination et visibilité des activités académiques.

Le programme d'appui à la politique sectorielle de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique est un autre programme dont les résultats attendus sont :

1. L'élaboration du plan d'appui structurel, institutionnel et qualitatif de l'enseignement supérieur,
2. La mise en œuvre d'un système d'information intégré et axé sur les objectifs,
3. Le renforcement des capacités des Ressources Humaines,
4. Le développement de l'Ecole doctorale,
5. Le développement de l'offre de formation de l'enseignement supérieur et l'ouverture de nouvelles filières porteuses ainsi que la consolidation du système LMD,
6. Le renforcement du rapprochement universités-entreprises et de l'adéquation formation emploi



7. Stimuler la coopération université-entreprise pour l'innovation et la croissance Le Forum Université-Entreprises de l'UE Ms Juliet Edwards

La modernisation de l'enseignement supérieur, la pertinence de l'enseignement supérieur et l'employabilité sont à l'ordre du jour pour le développement des bonnes compétences pour les bons emplois. L'innovation, la concurrence mondiale ainsi que le triangle de la connaissance sont les moteurs de la croissance et de l'économie européenne en intégrant la recherche, les entreprises et l'enseignement supérieur.

• Pourquoi le Forum U-E?

C'est à la demande d'un meilleur dialogue entre le secteur de l'ES et le secteur de l'emploi pour satisfaire les «deux mondes» et répondre aux questions communes et des intérêts communs. Il fournit un espace neutre pour la communication et l'échange d'idées et de bonnes pratiques, encourager le partenariat et la coopération systématique, l'échange mutuel bénéfique des connaissances et le développement de nouveaux programmes d'études.

Le 1^{er} forum européen sur la coopération entre l'enseignement supérieur et de la communauté d'affaires a eu lieu en 2008 à Bruxelles. D'autres ont suivi en 2009, 2010, 2011. Il devient événement bi-annuel. Le 5^{ème} aura lieu en 2013 et le 6^{ème} au début de 2015 (date à fixer).

Trois flux thématiques sont développés : entrepreneuriat, promotion du changement et de l'impact, et le peuple et l'innovation + 1 ouvert :

• Forums U-E thématiques

Ce sont des manifestations régionales nationales avec la coopération des États membres de la CE à plus petite échelle et plus ciblées. Les villes ayant abrité à ce jour : Tenerife, Dublin, Brno, Enschede, Varsovie, Stockholm. Les villes futures : Madrid, Rome, Berlin. Les sujets développés sont : l'apprentissage à vie; de nouvelles compétences pour de nouveaux emplois; l'esprit d'entreprise, etc.

• Résultats

Ces forums ont permis le développement des alliances de la connaissance (2011), des partenariats structurés et cofinancés entre établissements d'enseignement supérieur et les entreprises, le développement de Curriculum & innovation dans le cadre d'Erasmus+ et des actions de coopération. L'autre résultat est le développement d'HEInnovate (2013) comme un outil d'auto-évaluation en ligne pour le développement des entreprises de EES et qui est développé avec l'OCDE : <https://heinnovate.eu>

• Conclusion

La coopération produit de meilleurs résultats que de travailler dans l'isolement. Le manque de communication conduit à des opportunités manquées et perte de talents et d'innovation dans le marché du travail - "fuite des cerveaux" et chômage. Les partenariats génèrent de la croissance et des connaissances - local, national et / ou international. Les résultats des Forum U-E ont montré les problèmes et besoins communs des entreprises et des milieux universitaires. La participation valorisante des entreprises dans le processus réel de l'enseignement supérieur



Comment développer les compétences entrepreneuriales dans l'enseignement supérieur ?

8. HEInnovate - Un outil d'auto-évaluation pour les établissements d'enseignement supérieur Mr Georgi Dimitrov

Le Forum des Universités-Entreprise de Commission européenne 2011 est vu comme une nécessité d'une orientation et d'un cadre clair pour les EES qui souhaitent être plus entrepreneurials. C'est un cadre européen commun de valeur pour guider les EES dans ce processus. A la suite de la réunion d'un groupe d'experts externes organisée par la commission européenne en collaboration avec l'OCDE, un outil d'auto-évaluation en ligne a été développé : HEInnovate dont le site web lancé en Novembre 2013 : <http://HEInnovate.eu>

- **C'est quoi HEInnovate ?**

C'est un outil d'auto-évaluation pour les EES qui veulent explorer leur potentiel entrepreneurial et d'innovation. Conçu après une politique évidente et une expérience solide, il est ouvert à tous les EES du monde entier. HEInnovate n'est pas un système de classement ni un système de benchmarking. Il n'est pas obligatoire mais totalement volontaire.

- **Quels sont les avantages ?**

- *EES: il permet d'évaluer et de mesurer les perceptions internes de manière systématique, diagnostiquer les forces et les faiblesses, comparer et évaluer changements dans la perception dans le temps; accéder au matériel d'apprentissage de haute qualité (études de cas, des notes d'orientation etc.)*
- *Politique: Il établit un cadre de référence pour un système d'enseignement supérieur plus entrepreneurial et innovant. Il est flexible et adaptable en fonction du développement de la politique et un moyen de sensibiliser les EES.*

- **Diffusion en 2014**

Plusieurs pays utilisent cet outil pas l'Algérie. Des évènements dédiés étaient organisés en Belgique (Anvers, le 29 Janvier 2014) et le Pays de Galles (Swansea, 22-23 mai 2014). Des ateliers sont co-organisés: RH; DE; SE; ES; PL; HU; CY; RO; IE; De multiple ateliers dirigés indépendants par des EES dans l'UE.

D'autres ateliers nationaux de l'OCDE sont prévus en Lituanie (dont la Lettonie et l'Estonie) en Juin 2014 et Italie en 1^{er} Octobre 2014;

- **Prochaines étapes**

1. Une nouvelle version en Novembre 2014 lors du Global Entrepreneurship Week: avec du nouveau matériel, de nouvelles fonctions, de nouvelles idées
2. Mesures de soutien Politique au-delà de 2014 ciblant: l'Assurance Qualité (assurance) de HEInnovate et son application; le renforcement de la Communauté; l'information des gestionnaires des EES des possibilités; et la coopération entre les établissements d'enseignement supérieur à différents stades de développement;



Session 3 : Opportunités futures

9. Clôture des discussions de la 1^{ère} journée Ms Eva Jimeno Sicilia

• Inadaptation des compétences

Le taux de chômage (disponible année dernière) est de : total (15+), les femmes (15+) et les jeunes (115-24). Le défi de l'emploi : défi quantitatif "300.000 jeunes Marocains rejoignent le marché du travail alors qu'il n'y a que 150 000 emplois disponibles". Pour le défi des femmes "les très instruites, ne rejoignent pas le marché du travail". Pour le défi de la jeunesse: c'est un défi non homogène (chômage des diplômés). Le besoin de mobilité: "besoin de former pour les marchés nationaux et régionaux", situation gagnant-gagnant, "combiner la réalité sur le terrain avec des approches de haut en bas (cadres de qualification et référencement). Relever le défi du chômage revient à créer des emplois « à leur intersection », encourager la compétitivité et l'employabilité. Une « recette pour un cercle virtuel » propose des actions telles que : Anticipation: comprendre et anticiper les besoins du marché local ; adéquation - NQF comme un outil (permet d'éliminer le manque de visibilité et la confiance) ; Participation du secteur privé dans la prestation et de la gouvernance ; Orientation - (compétences transversales) ; Rôle clé aux PME ; Développer des mécanismes appropriés pour leur participation ; Nécessité de le faire au niveau local et sectoriel ; Partenariat inclusif avec tous les partenaires ; Mesures incitatives: dur et mou ; Expériences pertinentes de l'UE : Panorama des compétences, ESCO, Conseils de compétences sectoriels de l'UE.

• Quelques exemples réussis de coopération Education-Entreprises

- *Egypte: Éducation pour l'emploi Gagnant-Gagnant (4 gagnants)* : L'inadéquation des compétences a permis de concevoir des offres de formation adaptées aux besoins avec une coopération étroite avec les entreprises avec l'accréditation de la formation professionnelle. 4 gagnants: la société, Ministère de l'éducation, étudiants, entreprises.
- *Algérie: la coopération structurelle (2 défis)* : Un double défi : quantitatif et qualitatif relevé par le doublement du réseau universitaire tout en "formant utile", valorisant les diplômés et développant de nouveaux modèles pédagogiques, de gouvernance (plus d'autonomie), incubateurs, instituts de technologie, etc.
- *Jordanie: Réseaux pour combler le fossé entre l'éducation et l'emploi* : La création des réseaux d'EES et entreprises permet l'échange de bonnes pratiques, des opportunités des stages pour les étudiants, l'échange de personnel enseignant. Il permet un feedback direct du travail marché sur les exigences des entreprises et facilite la mise à jour des programmes d'études. L'information collective «Les partenariats génèrent de la croissance et de la connaissance, en commençant par le niveau local"



• Développement des Compétences entrepreneuriales

Quelle approche : Politiques de haut en bas ou initiatives de bas en haut ? Les deux probablement. L'esprit d'entreprise a besoin d'un environnement / climat propice à l'épanouissement, qui soutient la prise en charge des risques et le sens de l'initiative. "Après l'échec les chances de réussir sont élevées". Les programmes de l'entreprenariat doivent être



adaptés aux besoins locaux et doivent donc être développés à partir de la base. Les universités (comme les entreprises) sont «jalouses» de leur autonomie. HEInnovate est un outil d'autoévaluation institutionnel ouvert à tous les pays.

- **Conclusion**

L'emploi est le défi (à la croisée des chemins de la compétitivité et de l'employabilité). Il exige un effort concerté et des politiques globales: l'éducation est une partie de la solution, mais pas la solution. Les partenariats entre les acteurs (Enseignement Supérieur et Formation professionnelle, Décideurs de l'éducation et de la politique de l'entreprise, partenaires sociaux, enseignants et étudiants, ...) sont à encourager. La coopération Sud-Sud et Nord-Sud peut prendre en charge la recherche de solutions à des problèmes communs et l'utilisation des possibilités offertes par les programmes européens Erasmus + et par la coopération bilatérale. «L'éducation est comme les tulipes: vous plantez les bulbes et quelqu'un d'autre recueillera les fleurs".



10. Informations sur Erasmus + - Opportunités pour les partenaires du Sud de la Méditerranée Ms Claire Morel

2 Actions clés vont être développées : Mobilité et le Renforcement des capacités

Action clé 1 : Mobilité

Pourquoi la mobilité des étudiants est-elle importante? Elle permet une meilleure connaissance de l'enseignement supérieur dans les autres régions, l'échange de connaissances, d'idées, de contacts. Elle améliore les compétences linguistiques, expérience interculturelle, l'employabilité à travers la reconnaissance des qualifications et des périodes d'études à l'étranger + stages et la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage. Elle remplace l'action 2 du programme Erasmus Mundus. Elle est offerte à la fois pour les étudiants et le personnel (pour l'apprentissage et l'enseignement). C'est une action gérée par les agences nationales situées en Europe et utilise les mêmes instruments de qualité: Charte Erasmus pour l'enseignement supérieur, accords interinstitutionnels, accords d'apprentissage pour les étudiants. 2 types de mobilité existent: mobilité d'apprentissage et mobilité diplômante.

1. Mobilité d'apprentissage internationale

- *Mobilité d'apprentissage pour étudiants* : La mobilité se fait dans les deux sens pour tous les niveaux de l'enseignement supérieur (cycle court, Licence, Master, Doctorat) + Récents diplômés + toutes les disciplines. Elle dure 3 à 12 mois pour les études, chaque étudiant peut bénéficier jusqu'à 12 mois par cycle d'étude. Pour le personnel à partir de 5 jours à 2 mois. Les stages ne sont pas encore ouverts aux pays partenaires. Le niveau de subventions est adapté à la mobilité internationale + soutien organisationnel.
- *Cadre de la qualité d'Erasmus* : La Charte Erasmus pour l'enseignement supérieur est exigée pour les pays partenaires, les principes de la charte sont intégrés dans les accords internationaux. Les accords interinstitutionnels permettent d'établir les flux et les conditions de mobilité. Les accords d'apprentissage pour les étudiants sont aussi demandés.

C'est une nouveauté pour les pays partenaires : non-discrimination, reconnaissance totale, pas de frais, publication des catalogues de cours, une bonne préparation des étudiants mobiles (langue, documents, logistique), assistance pour les visas, l'hébergement, assurance, lignes directrices pour les participants entrants, égalité des traitements académiques et des services, intégration dans la société locale, tutorat, soutien linguistique

- *Soumission des propositions*: Les universités européennes soumettent les applications au nom du partenariat pour: l'envoi et la réception de la mobilité de / vers les pays partenaires. L'envoi individuel ou au sein d'un consortium se fait seulement dans le cas 2 pays. Environ 25 000 mobilités sont prévues avec les pays sud de la Méditerranée, pour 7 ans (répartis entre tous les pays européens)

L'appel à propositions sera publié en septembre 2014 et les mobilités commenceront l'année académique 2015/16.

2 - Mobilité Diplômante et Masters Conjointes Erasmus Mundus

- *Mobilité diplômante et diplômes conjoints* : Il existe 138 masters et 42 PhD conjoints maintenant. De nouveaux Masters conjoints sont ajoutés chaque année. Le régime des bourses d'études est de haut niveau. Une fenêtre spéciale pour les étudiants sud de la Méditerranée pour 25 000 étudiants sur 7 ans.



- *Conditions de participation à des diplômes conjoints en tant qu'institution* : Un minimum de 3 EES de 3 pays européens où les pays partenaires peuvent être des partenaires. Le diplôme conjoint doit être entièrement développé au moment de la demande. Le financement de 1 année préparatoire + 3 prises. Les nouveaux PhDs conjoints seront financés par le programme Marie- Skłodowska Curie.
- *Bourses*: Les bourses comprennent l'allocation de voyage et installation (variable) avec une allocation mensuelle de subsistance et les coûts de participation des étudiants. Les candidats doivent avoir un premier degré ou équivalent de l'enseignement supérieur et signer un accord d'étudiant.
- *Participation actuelle des pays sud de la Méditerranée dans la sélection de 2014 des diplômes conjoints*: Egypte (2 universités), Maroc (4), Palestine (1), Tunisie (3).

Action clé 2 : La coopération dans l'enseignement supérieur : Renforcement des capacités

C'est le successeur et la continuité du programme Tempus avec environ 200 projets avec les pays du Sud de la Méditerranée depuis 7 ans.

- *Projets communs* : les thèmes développés sont: nouveaux programmes et diplômes, l'apprentissage et méthodes d'enseignement, la mise à niveau des installations, le développement du personnel, l'assurance qualité, et la gouvernance
- *Projets structurels* au niveau national avec/ pays partenaire s'intéressent à la modernisation de la politique des autorités, et la gouvernance et gestion des systèmes d'enseignement supérieur
- *Mobilité supplémentaire pour les pays voisins (entièrement intégré au projet)* : Mobilité du personnel et des étudiants avec l'Europe, mais aussi entre les pays partenaires.
- *Conditions de partenariat* : Minimum de 3 EES européens de 3 pays différents avec un minimum de 2 EES par pays partenaire. Le financement se situe entre 0,5 et 1M euro. La durée des projets de 2 ou 3 ans. L'action est centralisée avec une approche ascendante (bottom up). Les principes de la Charte doivent s'appliquer en tenant compte des priorités nationales et régionales avec le soutien par les offices nationaux Erasmus+.
- *Qui peut postuler?* un établissement d'enseignement supérieur ou une association des EES situé dans un programme ou un pays partenaire
- *Qui peut participer?* les ministères (obligatoire pour les mesures structurelles), les EES, les entreprises, les étudiants, les associations d'enseignants, des instituts de recherche, les partenaires sociaux, les ONG ...
- *Comment se préparer?* L'appel sera publié en Septembre 2014. Encore un peu de temps pour discuter de la proposition de projet avec examen et discussion des conditions de la Charte (reconnaissance esp) et les accords interinstitutionnels. Demandez le numéro PIC de votre EES.

Baghdad BENSTAALI National Erasmus+ Office Algeria



Programme

MONDAY 23 JUNE

9.30-10.30

Opening session

Improving youth employability – A common challenge on the two shores of the Mediterranean

Moderator: Mr Jordi Curell – European Commission, Director for higher education and international affairs

Ms Androulla Vassiliou – European Commission, Commissioner for Education, Culture, Multilingualism and Youth

Mr Athanasios Kyriazis – Secretary general of the Ministry of Education, Lifelong learning and Religious affairs, Greece

Mr Amin Mahmoud – Minister for higher education, Jordan

11.00-12.30

Thematic session 1 - Identifying skills mismatch

Moderator: Mr Jordi Curell – European Commission, Director for higher education and international affairs

European skills Panorama, an attempt to monitor and anticipate skills at national and European level

Ms Barbora Novotna – Policy officer - European Commission, Unit for Skills, Mobility and Employment Services

Employability in Southern Mediterranean countries: overview and new approaches

Ms Madlen Serban – Director of the European Training Foundation
The perspective of employers

Mr Mohamed Slassi Sennou – Chair of vocational training committee, General Confederation of Moroccan enterprises
Discussion

Thematic session 2: Building skills for the 21st century, sharing experiences

14.00-15.45

Cooperation of higher and vocational education institutions with business and employers

Moderator: Mr Harald Hartung - European Commission, Head of Unit for international cooperation and higher education in the world

How to stimulate cooperation at institution level?

Education for Employment (EfE) initiative in Egypt: linking VET to the Industry

Mr Yasser Elshayeb – Director of the National Erasmus+ Office, Egypt
National and International Networks for Bridging Academia with Enterprises.
Lessons Learnt from the Tempus programme in Jordan

Mr Ahmed Al-Salaymeh – Faculty of Engineering and Technology, University of Jordan
Discussion

How to stimulate structural cooperation at the level of education systems?

The national higher education policy relating to professionalization – The Algerian case

Mr Mohamed Seddiki – Secretary General, Ministry of Higher education and scientific research, Algeria
The EU University/Business Forum



- Ms Juliet Edwards** – European Commission, Policy officer, Higher education, innovation and entrepreneurship
Discussion
- 16.15-17.30 **Development of entrepreneurial skills in higher education**
Moderator: Mr Harald Hartung- European Commission, Head of Unit for international cooperation and higher education in the world
Policy support for entrepreneurship in universities. The Israeli experience.
- Ms Miri Yemeni** – Lecturer and Higher Education Reform Expert
HEInnovate – A EU tool for the benefit of higher education institutions
- Mr Georgi Dimitrov** – Policy Officer, European Commission, Unit for Higher education, innovation and entrepreneurship
Discussion

TUESDAY 24 JUNE

- Update on running activities and next steps of cooperation**
- Moderator: Mr Jordi Curell – European Commission, Director for higher education and international affairs
- 9.30-10.00 **Wrap up of Day 1 discussions**
- Ms Eva Jimeno Sicilia** - European Training Foundation, Head of Southern and Eastern Mediterranean Unit
- 10.00-10.30 **Information on Erasmus+ - Opportunities for Southern Mediterranean partners**
- Ms Claire Morel** - European Commission, Deputy Head of Unit, International cooperation and higher education in the world
- 10.30-11.00 **Feedback from the seminar on quality assurance in higher education**
- Mr Mohamad Subu** - Head of Quality and Accreditation Commission, Palestine
- 11.30-12.00 **Discussion on future common activities**
- 12.00-12.30 **Closing session**
Ms Khawla Shakhshir – Minister for Education and Higher Education, Palestine
Mr Fathi Ali – Deputy Minister for Higher Education and Scientific Research, Libya
Mr Jordi Curell – European Commission, Director for higher education and international affairs